



LE DEVOIR

Le juge Boilard claqué la porte

Le procès des Hells entre parenthèses; un nouveau juge sera nommé d'ici lundi

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Même jury, nouveau juge. Dans les heures suivant la volte-face de Jean-Guy Boilard, qui s'est désisté du procès de 17 présumés membres ou associés des Hells Angels, la juge en chef de la Cour supérieure, Lyse Lemieux, a annoncé hier la nomination d'un nouvel arbitre impartial d'ici à lundi pour terminer l'audition de la colossale cause entreprise il y a trois mois.

La juge en chef a coupé court à l'incertitude qui planait au-dessus du procès en interrompant ses vacances pour confirmer qu'elle trouverait un remplaçant au juge Boilard dans les plus brefs délais. Elle lui confiera le mandat officiel de poursuivre la cause où elle est rendue. Pas question de reprendre à zéro ce méga-procès pour trafic de drogue, gangstérisme et complot pour meurtre issu de l'opération printemps 2001. «Nous avons un bassin de juges compétents qui sont en mesure de prendre la relève pour le

reste du procès», a dit Mme Lemieux, sans pour autant révéler l'identité du successeur de M. Boilard.

En vertu de l'article 669.2 du Code criminel, un procès peut se poursuivre devant un nouveau juge si celui qui avait été nommé initialement décède ou devient incapable d'assumer ses fonctions. Ce juge de relève peut choisir de continuer le procès ou de le recommencer comme si aucune preuve n'avait été présentée. À la lumière des commentaires formulés hier par Mme Lemieux, la deuxième option est complètement écartée.

Après trois mois de travail intense, les 12 membres du jury, les quatre procureurs de la Couronne, les dix avocats de la défense et les 17 accusés devront composer dès lundi prochain avec un nouveau venu, et non le moindre: le maître du droit.

VOIR PAGE A 8: HELLS

■ Un coup de théâtre en trois actes, page A 3

Autre journée noire sur les parquets

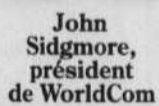
Le président de WorldCom croit possible de relancer l'entreprise

CLAUDE TURCOTTE
LE DEVOIR

Après la baisse boursière importante de la semaine dernière et l'annonce de la faillite de WorldCom en fin de semaine, on craignait un lundi noir hier pour le monde de la finance et les investisseurs. Ces craintes étaient fondées puisque l'indice Dow Jones a fait

hier une autre plongée, cette fois de 3 %, laquelle s'ajoute à la chute de 4,64 % vendredi et à toutes les autres qui ont déferlé depuis plus de deux mois.

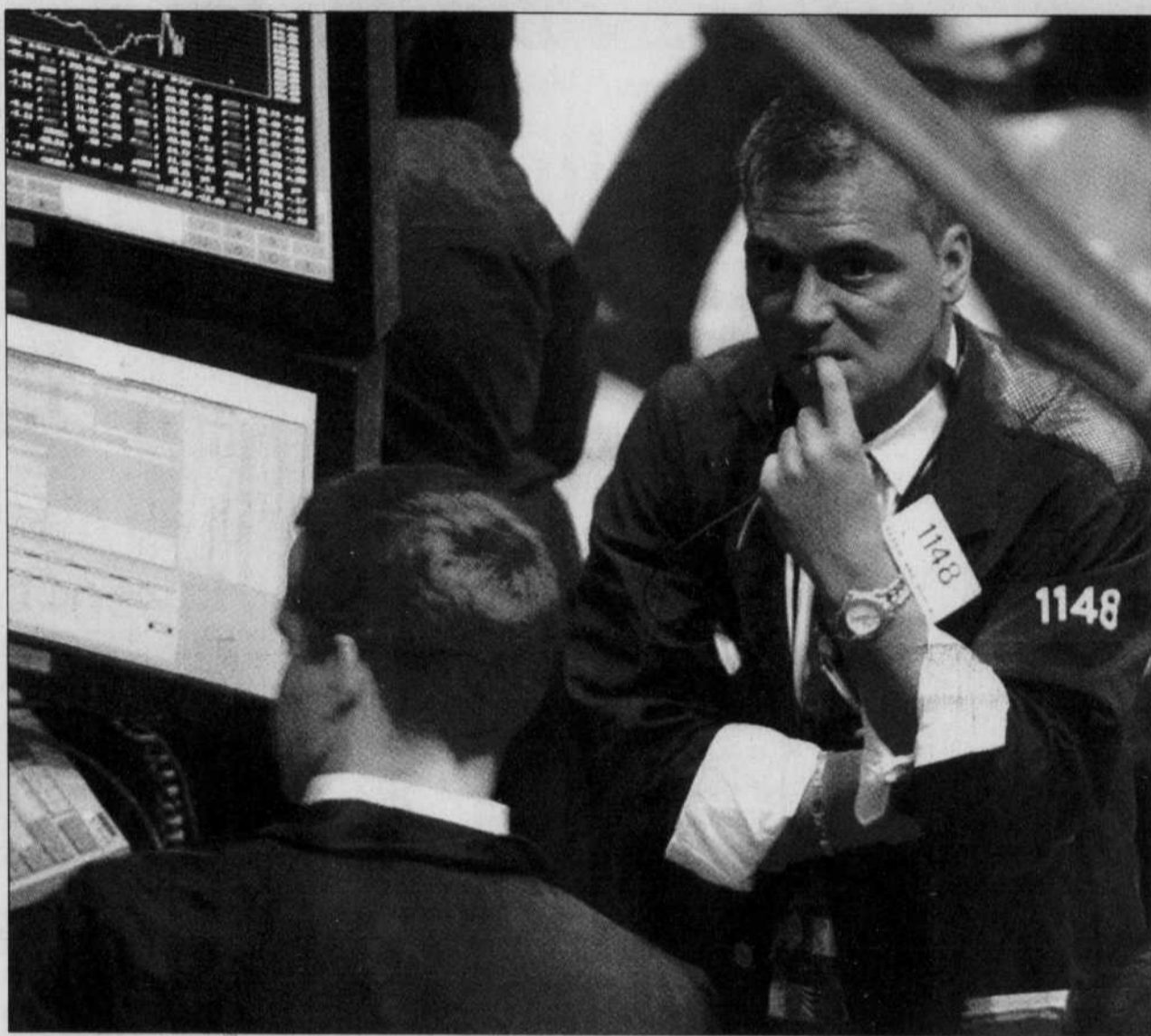
Cet ouragan financier se poursuit malgré les déclarations à répétition du président George W. Bush, dont l'optimisme ne tarit pas et qui voit toujours la lumière au bout du tunnel. En fait, personne n'ose prédire que la tempête pourrait être sur le point de prendre fin. La plus grande crainte, qu'on peut deviner dans les propos inquiets de M. Bush, c'est que ce phénomène, qui a de plus en plus l'allure d'un vent de panique, n'étouffe la reprise économique encore chancelante aux États-Unis.



John Sidmore, président de WorldCom

VOIR PAGE A 8: NOIRE

■ Le dollar canadien fond d'un cent, page B 1



La déprime sur Wall Street s'est encore creusée hier et le dollar américain a continué de flancher face à l'euro malgré le nouvel appel au calme lancé par le président Bush. Frustrés et fatigués de perdre de l'argent, les investisseurs grands comme petits vendent leurs actions et cherchent à mettre en sécurité les sommes qu'ils arrivent à sauver.

La moitié des institutions financières canadiennes risquent d'écoper

SERGE TRUFFAUT
LE DEVOIR

Au moins la moitié des institutions financières canadiennes ont alloué des prêts au géant des télécommunications WorldCom. Celui-ci s'est placé sous la protection de la Loi américaine sur les faillites en caressant l'espoir que le plan de restructuration, qui sera composé dans les prochaines semaines, sera accepté par les créanciers et les principaux actionnaires avant janvier 2003. A

cette date, l'entreprise en question ne pourra plus bénéficier de la protection obtenue il y a moins de quarante-huit heures.

À la faveur des informations recueillies auprès des plus importants prêteurs et investisseurs au Canada, le tableau qui se dégage est le suivant: cinq institutions ont alloué, sous une forme ou une autre, des fonds à WorldCom alors que deux n'ont jamais été impliquées dans la course effrénée aux capitaux frais qui a caractérisé les quatre

derniers exercices financiers de la compagnie.

Au sein du groupe des institutions écorchées, on retient tout d'abord les noms de celles qui ont divulgué les montants investis, soit la Banque de Montréal qui a accordé 25 millions, principalement sous forme d'obligations, et la Caisse de dépôt et placement du Québec qui a investi 108 millions de dollars sous forme d'actions.

VOIR PAGE A 8: ÉCOPER

Les urgences fermées la nuit

Une loi spéciale pend au nez des médecins

Exaspéré, le ministre Legault lance un ultimatum

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Ultimatum. L'état se resserre autour des trois fédérations de médecins du Québec à qui le ministre de la Santé et des Services sociaux, François Legault, demande depuis le 27 juin de prendre les moyens qui s'imposent pour régler le problème d'accessibilité nocturne dans certaines urgences. Et comment! Faute de solutions concrètes présentées par les médecins aujourd'hui à 14 heures tapantes, le processus pour l'adoption d'une loi spéciale sera alors immédiatement mis en branle, a menacé hier en conférence de presse le grand patron du réseau de la santé.

Hasard ou coïncidence? L'attente pour rencontrer le ministre hier aura été longue: 60 bonnes minutes, l'heure du rendez-vous fixée par le ministère n'ayant pas été respectée. Mais dans le monde de la santé...

En retard, François Legault n'en demeurerait pas moins déterminé à régler la question des urgences qui encombre son bureau — et probablement son esprit — depuis le début de l'été: «Pour moi et la population en général au Québec, il est inadmissible qu'une urgence ferme ses portes la nuit et prive ainsi les Québécois et Québécoises de soins de santé majeurs auxquels ils ont le droit de s'attendre», a-t-il déclaré.

Dans son collimateur: les urgences de Shawinigan et de Jonquières qui, depuis le début de la saison estivale, faute de médecins en poste, ferment leur porte à la tombée de la nuit faisant ainsi peser une menace sur les habitants du coin qui auraient éventuellement une raison — urgente! — de s'y rendre.

En juin dernier, un bilan de la situation dans les centres hospitaliers de la province, commandé par le ministre à un groupe de 17 experts, avait mis sous les projecteurs 11 urgences atteintes «d'estivalité chronique». Dans neuf d'entre elles, des mesures ont été prises — augmentation du temps de travail, appel



François Legault

VOIR PAGE A 8: MÉDECINS

Fermeture du consulat israélien à Montréal?

Le Jerusalem Post rapporte qu'Israël a décidé de fermer huit ambassades en Europe et en Afrique, ainsi que plusieurs de ses consulats dont celui de Montréal. Jointe hier, une porte-parole du consulat montréalais s'est dite renversée par la nouvelle. «Nous avons appris par le journal», a-t-elle confié. Le consulat a été inauguré il y a plus de 40 ans. Une douzaine de personnes y travaillent.

■ Lire nos informations en page A 3

Bon comme du bon pain

Pour l'historien américain Steven L. Kaplan, le pain n'est pas seulement bon à manger. Il représente l'âme de la France... et un petit bout de la sienne.

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Chaque fois que Steven Kaplan débarque à Paris, où il habite une partie de l'année, il se précipite chez son boulanger. Sitôt à la maison, il saisit sa baguette, la rompt et en hume le contenu. Il examine d'abord la mie, qui doit être bien grise, et les alvéoles, qui doivent creuser de petites cavernes. Puis il tâte soigneusement la croûte avant d'y goûter les yeux tournés vers le ciel et un sourire épanoui sur les lèvres.

Qui pourrait deviner que ce petit-fils de rabbin qui a grandi à New York, dans le Queens, avec un père russe et une mère polonaise, est à la fois le plus fervent militant du retour au pain traditionnel et le plus grand spécialiste international de l'histoire du pain?

Car Steven L. Kaplan ne fait pas qu'apprécier la saveur des baguettes, des flûtes et des bâtons. Il en connaît aussi l'histoire dans les moindres détails. Pour cet historien de renommée internationale, qui vient de publier *Le Retour*

du bon pain (Perrin), le pain n'est pas seulement un aliment exceptionnel, il est aussi le lieu de rencontre de tous les symboles.

«J'ai vite compris que le pain n'est pas qu'un objet de nécessité et qu'il possède une charge symbolique extraordinaire. Au XVIIIe siècle, il était bien sûr l'aliment de base de 90 % de la population européenne, dont il représentait 75 % du régime alimentaire. Dans les pays catholiques, il est aussi le gage du salut dans l'au-delà. C'est le corps du Christ! En France, il a longtemps été le marqueur de la condition sociale. On accédait à la réussite avec le pain blanc. C'était le lien de solidarité qui reliait le peuple au pouvoir.»

Le sujet était trop beau pour ce passionné de l'histoire du quotidien, admirateur de l'École des annales de Fernand Braudel.

Peu de pays ont noué un lien avec le pain comme la France. Avant de découvrir le pain, Steven Kaplan devait donc d'abord découvrir la France dont il ne connaissait

VOIR PAGE A 8: PAIN

INDEX

Annonces.....	A 4	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 4	Le monde.....	B 5
Bourse.....	B 2	Mots croisés..	B 4
Culture.....	B 7	Météo.....	A 4
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



7 78313 00051 8

LES ACTUALITÉS

Journées mondiales de la jeunesse

Des centaines de prêtres allemands soupçonnés de pédophilie

AGENCE FRANCE-PRESSE

Essen — De 200 à 300 prêtres allemands, parmi les 18 000 que compte le pays, sont impliqués dans des affaires de pédophilie, a indiqué hier l'évêque-auxiliaire de l'évêché d'Essen en Allemagne, Franz Grave.

Celui-ci a aussi annoncé que son évêché avait décidé de mettre à la retraite un prêtre de 57 ans soupçonné d'avoir fait subir il y a vingt deux ans des sévices sexuels à un adolescent.

Compte tenu de leur ancienneté, les faits sont prescrits, mais cela ne diminue en rien leur gravité, a observé M^r Grave, soulignant qu'il s'agissait du troisième cas de pédophilie d'un prêtre dans l'évêché d'Essen. Plusieurs cas d'agressions sexuelles présumées commises par des responsables religieux sur des enfants et adolescents en Allemagne ont été rendus publics depuis plusieurs jours, après les révélations d'une enquête de l'hebdomadaire *Der Spiegel* sur le sujet, qui avait fait réagir immédiatement l'Église catholique allemande.

Dans une tribune publiée hier par le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le président de la conférence des évêques, le cardinal-archevêque de Mayence, Karl Lehmann, a estimé que les faits présumés contre des prêtres touchaient « au cœur de l'Église de ce pays comme celle des États-Unis ».

C'est surtout l'Église catholique des États-Unis qui a été ébranlée jusqu'ici par des affaires de pédophilie. Le pape Jean-Paul II avait convoqué au Vatican les quatorze plus hauts dignitaires du clergé américain pour les tancer sévèrement après leur laxisme sur le sujet.

EN BREF

Vito Rizzuto plaide non coupable

(PC) — Le chef présumé de la mafia montréalaise, Vito Rizzuto, a délégué son avocat, hier matin, en Cour municipale, afin de plaider non coupable à deux accusations reliées à l'alcool au volant. Le 30 mai dernier, il aurait conduit son véhicule avec les facultés affaiblies, pour ensuite refuser de subir le test d'alcoolémie. M. Rizzuto, 56 ans, était représenté hier par son avocat, Loris Cavaliere. Après son arrestation, il fut finalement relâché avec la promesse de se présenter en cour ce matin. L'enquête *pro forma* a été fixée au 17 octobre prochain. Il y a plusieurs mois, Vito Rizzuto avait éprouvé d'autres démêlés avec la justice. À la veille de subir un procès pour un litige fiscal qui traînait depuis six ans, il s'était entendu à l'amiable avec Revenu Canada qui lui réclamait des cotisations pour des revenus non déclarés de 1,5 million de dollars.



JIM YOUNG REUTERS

Une croix sur l'épaule, un pèlerin fait son entrée à la gare de Toronto. Direction: des familles ou des dortoirs.

Les pèlerins envahissent Toronto

JEAN-LOUIS PANY
AGENCE FRANCE-PRESSE

Toronto — Partis de Montréal, Halifax, Calgary ou Vancouver, des milliers de pèlerins de toutes nationalités convergent hier vers Toronto pour les Journées mondiales de la jeunesse (JM) qui comptent réveiller cette capitale économique canadienne montrant encore peu de signes de ferveur.

Depuis déjà plusieurs jours, des dizaines de milliers de jeunes de quelque 170 nationalités sont arrivés au Canada, hébergés de l'Atlantique au Pacifique dans des familles d'accueil.

Une grande messe dans un stade de Calgary ou des concerts à Montréal ont rythmé le week-end dernier qui a vu, dans les parcs ou les centres des grandes villes canadiennes de plus en plus de groupes de jeunes déambuler ou chanter à la guitare.

Près de Saint-Thomas, une petite ville à quelque 200 km de Toronto, 2000 d'entre eux se préparaient hier matin à monter dans une longue caravane de cars pour rejoindre les JM. Regroupés dans un grand champ, chacun autour de drapeaux italien, suédois, canadien ou allemand, ils trompaient leur attente en chantant des hymnes.

Plus de 500 cars devaient quitter Montréal pour rejoindre Toronto, la ville où le pape est attendu demain en milieu de journée pour lancer officiellement les

JM, une semaine de célébrations de la foi catholique pour lesquelles 195 000 pèlerins sont attendus.

Ce chiffre est une déception pour les organisateurs qui tablaient initialement sur 750 000 personnes, puis avaient rabattu leurs objectifs à 350 000.

Mais la peur des avions depuis les attentats du 11 septembre, la santé chancelante du pape faisant douter de sa venue et le coût élevé du voyage ont eu raison de beaucoup de vocations.

De fait, les plus grosses délégations sont canadienne et américaine, suivies par les Européens, un contingent insuffisant pour sauver l'événement du gouffre financier qui le menace.

À pied d'œuvre

Aux gares et à l'aéroport, les volontaires étaient à pied d'œuvre pour accueillir les arrivants et les diriger vers des familles ou des dortoirs.

En attendant l'invasion des pèlerins, la capitale financière canadienne semblait pourtant dépourvue de toute autre fièvre que celle qui agite toutes les places boursières internationales.

Hormis quelques signalisations routières prévenant les automobilistes de l'enfer à venir, la métropole noyée dans une touffeur quasi tropicale restait encore indifférente.

L'indice principal de l'événement est le nombre grandissant dans les rues de sacs à dos rouges, le cadeau réservé aux

pèlerins, livré avec chapelet en plastique vert, croix de bois et cierge à allumer lors de la vigile de samedi soir.

Pour ménager sa santé, le pape ne fera que deux brèves apparitions avant la grande messe de dimanche, se reposant le reste du temps dans l'île champêtre de Strawberry Island, sur un lac à quelque 100 km de là.

À Exhibition place, l'immense parc d'exposition où l'essentiel des manifestations doit avoir lieu, les volontaires s'activent. Déjà, les ventes de souvenirs, qui doivent aider à renflouer les comptes, sont en place et offrent t-shirts, livres ou vidéos.

Un peu plus loin, des stands tenus par différentes congrégations vont tenter de réveiller les vocations, en chute libre dans le monde occidental.

Dans une immense salle, un autel recouvert de drap blanc est surmonté d'une croix de bois, tandis que des paravents mauves isolent des chaises deux par deux pour les confessions à venir.

Trois millions d'hosties et 752 litres de vin de messe sont prévus pour cette semaine de célébrations qui mobilisent 2000 prêtres et 500 évêques.

Les catholiques hostiles aux positions du pape sont aussi prêts et ont lancé hier «Défi à l'Église», une série de réflexions sur les grands dossiers polémiques comme le mariage des prêtres, l'ordination des femmes, la contraception ou l'avortement (voir texte ci-dessous).

Des catholiques pas très orthodoxes

Ces militants acceptent l'ordination des femmes, la liberté de se marier pour les prêtres et le contrôle des naissances

AMY CARMICHAEL
PRESSE CANADIENNE

Toronto — Des groupes militants mettent leur vision de la religion catholique en avant, proposant aux pèlerins de la Journée mondiale de la jeunesse (JM) de faire évoluer cette tradition séculaire.

Se réclamant du catholicisme, ces militants acceptent l'ordination des femmes, la liberté de se marier pour les prêtres et le contrôle efficace des naissances, en plus de célébrer des mariages homosexuels.

Eux aussi vont à Toronto, y tenir un rassemblement parallèle.

Ainsi Tobias Rachke, un Berlinois de 23 ans, souhaite comparer ses opinions à celles d'autres jeunes gens, qui ont en commun l'amour de Jésus, mais n'acceptent pas la doctrine sociale du Vatican.

«C'est très émouvant pour nous d'être ici. Rencontrer tous ces jeunes qui vont exprimer leurs idées, c'est réconfortant», souligne M. Rachke. Nous serons parmi eux, distribuant des tracts et des condoms, pour leur demander aussi comment ils voient leur Église.»

Joanna Manning, porte-parole du groupe Challenge the Church, qui organise cette activité parallèle, espère montrer que beaucoup de catholiques sont de l'avis de Tobias Rachke et qu'ils préfèrent une institution ouverte et redevable.

«Ils croient profondément en Jésus-Christ. Ce que lui défendait était très différent de ce que l'Église romaine professe aujourd'hui», raconte Mme Manning. Voilà pourquoi nous sommes ici, pour retrouver les valeurs fondamentales qu'enseignait Jésus: la compassion, la justice et l'accueil de tous les humains.»

Par ailleurs Challenge the Church a décidé de ne tenir aucune manifestation qui générerait le déroulement de la JM officielle. «Cela nous nuirait d'aller déranger les gens quand ils prient. Ils viennent ici de bonne foi, voir le pape et nous devons respecter leur choix.»

Mais un autre groupe, Guardian Angel, a décidé d'être plus militant: ses membres ont distribué des condoms à des bénévoles de la JM, samedi, à Exhibition Place, non loin du lac Ontario.

Selon un coordonnateur de Guardian Angel, Milton Chan,

des militants ont alors été expulsés par la police. «Nous aimerions savoir si la police a été alertée par la direction de la JM ou d'autres dirigeants catholiques, pour aller intimider et faire taire ceux qui veulent un dialogue franc sur des questions que l'Église catholique esquive», lance M. Chan, qui estime de son devoir d'en parler aux pèlerins.

«Je sens que Dieu m'appelle, poursuit ce militant résolu. Je dois dénoncer cette flagrante injustice.» Si les condoms ont une valeur symbolique, ils en ont aussi une pratique, plaident-ils. Il doute aussi que ce soit une attitude responsable de vouloir stigmatiser l'article de latex, lequel protège contre les maladies et la grossesse non désirée.

«La vérité», poursuit M. Chan, «c'est qu'une foule de jeunes gens viennent ici accompagnés. Certains vont faire l'amour, que ça plaise à Jean-Paul ou non. Nous nous voulons qu'ils aient une protection.»

Quant à l'avortement, Marilyn Wilson, qui dirige une ligue pro-choix, signale que celle-ci est présente lors de la JM. Les tracts du groupe réfutent «les mythes médicaux répandus par ceux qui cherchent à criminaliser l'avortement.»

Dans le camp d'en face, au moins un groupe américain pro-vie est attendu à Toronto, pour prôner la chasteté et dénoncer l'avortement.

Mais selon Joanna Manning, ce qui révolte le plus les militants est la manière dont la hiérarchie catholique a cherché à traiter les cas de pédophilie dans le clergé.

Le Young Feminist Network, basé en Virginie, aura des représentantes à Toronto, pour aborder la question. Des visiteurs allemands souhaitent une réforme de la hiérarchie, nécessaire selon eux pour que les prêtres pédophiles soient amenés devant les tribunaux civils.

Des victimes d'abus sexuels, venues notamment d'Ottawa, Montréal et Cornwall, vont tenir leur propre chemin de croix, où chaque station sera un rappel douloureux de ces drames de l'enfance au Canada.

Une délégation des victimes a demandé d'être reçue en audience par le pape Jean-Paul II, mais la hiérarchie n'a pas répondu.

Certaines femmes dénoncent le sexisme du Vatican et briguent même la prêtrise. Ainsi Mary Raperman, membre d'une paroisse dissidente de Rochester, État de New York, présidera en public au sacrement de l'eucharistie.

Un troisième candidat pour diriger le NPD

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — La course à la direction du Nouveau Parti démocratique (NPD) a fait place à un troisième candidat, hier, alors que le conseiller municipal de la Ville de Toronto, Jack Layton, confirmait sa candidature.

M. Layton, qui tentera de succéder à Alexa McDonough, dit vouloir saisir l'occasion pour insuffler une nouvelle énergie au parti qui a eu droit à ses déchirements au cours des derniers mois. Plusieurs militants souhaitent que le NPD renoue avec des objectifs encore plus à gauche.

«Pour moi, ce n'est pas une question de gauche ou d'être plus à gauche. C'est une question du niveau d'activités, d'énergie et du focus qu'on doit donner à la campagne pour le changement», a expliqué M. Layton, qui veut ouvrir les portes à tous ceux qui croient que le Canada doit se réengager dans certains secteurs. Il mentionne, par exemple, le logement social, le nouveau pacte fiscal pour les villes et la réduction des gaz à effet de serre. M. Layton est convaincu que, comme lui, la population en a assez des «discours des libéraux» et qu'il est temps de passer aux actes. «Nous devrions tous en avoir assez de cette inaction», a-t-il lancé lors de la conférence de presse sur les parterres du parlement.

Un Québécois, Pierre Ducasse, a déjà annoncé sa candidature à la course au leadership devenant ainsi le premier francophone à le faire. Le député manitobain Bill Blaikie, un vétéran de la Chambre des communes, est le troisième candidat en lice et celui considéré comme ayant le plus de chances de devenir chef du parti. Le congrès au leadership se tiendra à Toronto, du 24 au 26 janvier prochain. Natif d'Hudson, au Québec, s'exprimant de façon plutôt claire en français, M. Layton a tout pour attirer les Québécois dans les rangs du NPD, croit Carl Héту, coprésident de la section Québec du NPD. «Il a une vision fraîche et rafraîchissante de faire de la politique. Avec son style, sa compréhension du Québec, il est né, il a grandi au Québec et il comprend les Québécois [...]»

L'acétaminophène préviendrait les dommages cardiaques

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

L'acétaminophène, cet analgésique contenu dans les préparations pharmaceutiques telles que Tylenol, Atasol et Temptra, préviendrait les dommages cardiaques induits par des épisodes d'angine de poitrine.

Gary F. Merrill, professeur au département de biologie cellulaire et de neurosciences du campus Rutgers de l'université de l'État du New Jersey, a en effet observé que l'acétaminophène favorisait le prompt rétablissement du muscle cardiaque des animaux chez lesquels on avait induit des périodes d'ischémie — qui réduisaient l'irrigation sanguine du cœur et par conséquent son oxygénation — similaires à celles qui surviennent dans la maladie coronarienne. Sachant que l'ischémie cardiaque est un signe précurseur de l'infarctus du myocarde, cette découverte apparaît donc comme déterminante.

Le chercheur attribue la récupération rapide de la fonction musculaire du cœur aux propriétés antioxydantes de l'analgésique. Plusieurs études dont les résultats ont été publiés dans des revues scientifiques donnent à penser en effet que l'acétaminophène exerce un effet antioxydant sur le muscle cardiaque en prévenant les dommages causés par des composés chimiques, appelés radicaux libres. Il s'agit là d'un mécanisme d'action distinct de celui de l'aspirine — l'acide acétylsalicylique — dont les vertus sur la fonction cardiaque sont bien connues. L'aspirine empêche quant à elle les plaquettes du sang de former des caillots susceptibles d'obstruer les vaisseaux sanguins et ainsi de provoquer une ischémie du muscle cardiaque, soit une crise cardiaque.

Bien que Gary F. Merrill accueille avec beaucoup d'enthousiasme ces premiers résultats et espère les confirmer chez l'humain, il prévient néanmoins tous les consommateurs de l'importance de respecter les doses recommandées sur les contenants de comprimés d'acétaminophène.

Audiences publiques sur le projet Suroît

LE DEVOIR

Le mouvement Au Courant réclame à son tour des audiences publiques sur le projet Suroît de construction d'une centrale thermique au gaz naturel à Beauharnois. Ce regroupement de bénévoles qui s'applique à promouvoir une utilisation rationnelle des ressources naturelles ainsi que la participation du public dans les processus décisionnels, soutient que la division Hydro-Québec Production, promoteur du projet, «n'a apporté aucune justification crédible pour se lancer dans la production thermique, surtout au moment où les changements climatiques constituent une préoccupation majeure et universelle.»

Comme le projet ne peut être évalué de manière impartiale et rigoureuse par la Régie de l'énergie, le mouvement de citoyens croit qu'une commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) constitue désormais la seule tribune publique devant laquelle les impacts d'un tel projet peuvent être examinés et débattus.

Lors de cet exercice, Hydro-Québec sera tenu de démontrer la rentabilité des fonds publics qui seront investis dans le projet, «ce qui est loin d'être évident pour les exportations si l'on tient compte des frais et des pertes occasionnés par le transport de l'électricité», souligne l'organisme. Or, il appert justement que l'essentiel de la production de cette nouvelle centrale sera vraisemblablement vendu dans le nord-est des États-Unis. «Pourquoi le Québec devrait-il supporter la pollution afférente, notamment une augmentation des gaz à effet de serre, pour alimenter les consommateurs américains, qui ne semblent faire aucun effort pour réduire leur consommation?», s'indigne John Burcombe, le porte-parole du mouvement Au courrant.

CLUB
402
HOMME



Coupe-vent
importés d'Italie
réversibles

GRAND SOLDE
D'ÉTÉ

150\$ seulement

RÉGULIER 350\$

1118, rue Ste-Catherine O.
2e étage, Montréal
Tél.: (514) 861-3636

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

ÉCOPER

L'affaire WorldCom ne devrait pas grever les sommes prévues pour parer aux contrecoûts des prêts délinquants

SUITE DE LA PAGE 1

Dans le cas de cette dernière, sa porte-parole Lucie Frenière a précisé que le chiffre avancé était en fait celui inscrit dans les livres au 31 décembre, date à laquelle l'exercice financier de cette institution se termine. De fait, il est certain que la somme exacte est quelque peu différente de celle communiquée pour la bonne et simple raison que, le statut de la Caisse en cette affaire n'étant pas celui d'initié, elle n'est pas en mesure de calculer le dollar près. Autre chose, le véhicule financier de la Caisse étant l'action, les chances qu'elle récupère un jour une partie de ses billes sont plus élevées que si c'était un prêt conventionnel.

Cela étant, ni la Banque CIBC, ni la Royale, ni la Scotia n'ont voulu confier l'état de leurs relations financières avec WorldCom. Porte-parole de la Banque Royale, Raymond Chouinard a rappelé que la politique de cette institution étant de ne pas dévoiler l'état des rapports entre elle et ses clients; il n'est donc évidemment pas possible d'émettre quelque commentaire que ce soit. Au sein de la Banque CIBC et de la Scotia, les personnes interrogées ont fait écho à la politique de la Royale en la matière. Bref, le motus et bouche cousue a été observé à la lettre.

Par contre, toutes ces institutions ont souligné être à l'aise avec les provisions pour pertes sur prêts décrétées au terme du second trimestre de l'année financière en cours. Autrement dit, l'affaire WorldCom ne devrait pas grever les sommes prévues pour parer aux contrecoûts des prêts dits délinquants. Dans le cas de la Royale, on estime que la portion des provisions fixées expressément pour le secteur des télécommunications avoisinera un maigre 0,4 % de tous les prêts en défaut. Au terme des deux premiers trimestres, la Royale avait établi à 614 millions la provision générale pour pertes.

En ce qui concerne la Scotia, la rumeur veut que son exposition dans l'affaire WorldCom, qui soit dit en passant s'avère la plus importante faillite dans l'histoire des États-Unis, varie entre 100 et 200 millions. Pour ce qui est de la Banque CIBC, aucun chiffre n'a été entendu que ce soit à Montréal ou à Toronto.

Étonnamment, l'institution qui s'est distinguée au cours de la décennie précédente et celle en cours par son penchant pour les entreprises en télécommunications, soit la Banque Toronto-Dominion, a souligné n'avoir aucun sou dans ce dossier. On se rappellera que, pas plus tard que la semaine dernière, cette banque avait révélé que sa provision pour pertes sur prêts accordés aux entreprises en télécommunications avait été établie à 600 millions de dollars. A cause de tous les tripatages effectués par les bonzes de ce secteur, la Banque TD va afficher une perte au terme du troisième trimestre.

Enfin, soulignons qu'il y a quelques jours à peine les revers des télécommunications et les conséquences qu'ils ont eues sur la santé financière des banques canadiennes ont convaincu l'agence Moody's qu'il y avait lieu d'abaisser la cote de la TD et de la Banque de Montréal et de surveiller étroitement celle de la CIBC. À ce propos, la Banque Nationale n'étant pas du tout impliquée dans WorldCom, sa cote est demeurée inchangée.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0856. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

Le nouveau juge devra fournir un fastidieux effort de rattrapage s'il veut être en mesure de jouer pleinement son rôle d'arbitre neutre et impartial.

La preuve présentée à ce jour comprend le témoignage de trois délateurs, Stéphane Gagné, Serge Boutin et Pierre Paradis, d'un agent-source, Stéphane Sirois, et de plusieurs policiers enquêteurs. Et c'est sans compter l'écoute de vidéos de surveillance, de réunions secrètes des accusés (des messes) et de conversations d'écoute électronique, un fardeau qui se calcule en semaines de travail plutôt qu'en heures. En toute logique, le procès subira un ressac, mais non pas l'avarie appréhendée hier matin.

C'était la consternation vers 10h15, après que le juge Boilard eut abandonné la cause en raison d'une lettre de désapprobation que lui a adressée le Conseil canadien de la magistrature. «Je suis aussi surpris que tout le monde. On va analyser tout ça. Je ne peux pas faire d'autres commentaires», a lancé la procureure de la Couronne, Madeleine Giauque. «Je n'ai aucun commentaire à faire», a dit Jacques

HELLS

Bouchard, principal avocat de la défense, sur un ton ferme qui trahissait sa colère.

«En quinze ans de carrière, je n'ai jamais vu ça. Ça me touche profondément parce que c'est un juge que je respectais énormément, et que je respecte toujours, d'ailleurs», a ajouté Louis Pasquin, avocat de la défense.

Le juge Boilard a appris jeudi dernier d'une journaliste de Radio-Canada qu'il était blâmé par le Conseil canadien de la magistrature pour ses «remarques disgracieuses» et ses «attaques personnelles» contre l'avocat Gilles Doré. «Dispenser justice en insultant gratuitement l'avocat ne sied ni au juge, ni à la magistrature», a tranché le Conseil, en faisant référence à une décision rendue le 21 juin par M. Boilard. Le juge rejetait alors une requête pour remise en liberté et/ou arrêt des procédures plaidée par M^{re} Doré au nom de Daniel Lanthier. Le juge Boilard s'était montré particulièrement dur à l'égard de M^{re} Doré, qualifiant sa requête de «ridicule» et son comportement «insolent».

Selon le Conseil, M. Boilard fait preuve d'un réel problème d'attitude qui ternit son image et celle de la

magistrature. Il adopte souvent des propos et des comportements excessifs. Il utilise sa tribune pour «dénigrer injustement» les avocats qui bataillent devant lui. Ses écarts d'impudence étonnent et vont à l'encontre du devoir d'un juge d'écouter les parties en toute sérénité.

Ni M^{re} Doré, ni Daniel Lanthier ne sont impliqués dans le présent procès. Mais cela n'a pas empêché le juge Boilard, réputé pour son bouillant caractère et ses magistrales sautes d'humeur, de se retirer du dossier. «Quand des personnes exerçant l'autorité disciplinaire au sein du corps professionnel auquel appartient l'arbitre déclarent publiquement, au cours d'une partie, qu'il est sans doute inapte à exercer sa fonction et que son comportement discrédite sa profession, que doit-il faire? Cesser immédiatement [ses activités], quitter le stade et songer à la retraite. C'est précisément ce que je ferai», a dit M. Boilard dans un court texte qu'il a lu pour expliquer son déstement.

De mémoire de juriste, la juge en chef Lyse Lemieux ne se souvient pas d'une sortie volontaire semblable en plein cœur d'un procès.

NOIRE

Une désescalade boursière sur toute la planète

SUITE DE LA PAGE 1

Par surcroît, on constate des dommages collatéraux un peu partout, à commencer par le dollar américain qui a été rattrapé et même légèrement dépassé par l'euro, lequel devient ainsi une valeur refuge, tout comme l'or qui est monté de 6,90 \$-US. Ce n'est pas du tout le cas du dollar canadien qui a fait hier un énorme piqué de 1,04 cent US pour clôturer à 63,92 cents. Dans la tourmente, les monnaies secondaires sont délaissées, explique l'économiste Sherry Cooper de la Banque de Montréal, en notant que la valeur de l'euro et du yen a augmenté de 13 % depuis le début de l'année. Alors que le gouverneur de la Banque du Canada augmentait le taux d'escompte la semaine dernière par crainte de l'inflation, hier Statistique Canada annonçait un repli de 1,3 % des ventes de détail en mai, après une hausse de 1 % en avril. Cela a, dit-on, aussi pesé sur la baisse du dollar.

Quoi qu'il en soit, même John Sidgmore, président et chef de la direction de WorldCom, a poussé à la roue à peine 12 heures après avoir déclaré faillite, en exprimant son espoir de pouvoir remettre cette compagnie sur les rails d'ici à un an, par la réduction de la dette et la vente des actifs non essentiels. WorldCom a tout de même réussi à obtenir deux milliards des

banques pour financer ses affaires courantes et comme le rapport l'agence Associated Press, l'entreprise collabore avec les enquêteurs «pour les aider à trouver et punir les pourris».

Toutefois, les analystes interrogés ne sont pas prêts à rejeter toute la faute sur WorldCom pour les déboires constatés dans la journée d'hier. Il est évident que cette faillite gigantesque, deux fois plus grosse que celle d'Enron qui elle-même dépassait tout ce qu'on avait vu auparavant, ne contribue en rien à ramener un climat propice à l'achat des actions. Comme le disait un investisseur récemment «au lieu de perdre de l'argent à la Bourse, aussi bien le mettre dans ma maison». Cela reflète parfaitement ce qui se passe présentement. Frustrés et fatigués de perdre de l'argent, les investisseurs grands comme petits, vendent leurs actions et cherchent à mettre en sécurité les sommes récupérées en allant dans le marché monétaire, dans l'immobilier, dans l'or, les obligations, etc. C'est le constat de Vincent Lépine, économiste senior à la Financière Banque Nationale, qui pense que la faillite de WorldCom n'a pas vraiment causé de surprise puisque la nouvelle circulait déjà depuis un certain temps dans les milieux financiers.

Son collègue à Valeurs Mobilières Desjardins, Vin-

cent Delisle, ne pense pas davantage que la Bourse aurait été bien différente hier sans l'annonce de l'affaire WorldCom en fin de semaine. C'est l'accumulation des scandales depuis des semaines qui ébranle le monde financier. Plusieurs analystes soutiennent aussi que la faiblesse des bénéfices des entreprises est un facteur important, même si on note tout de même une croissance d'environ 10 % des bénéfices.

Mais, à cet égard, comme sur l'évaluation du marché boursier en général, les avis sont partagés. L'incertitude règne et la volatilité s'accroît. Et voilà pourquoi on voit des grands mouvements vers le haut ou vers le bas dans la même journée, comme ce fut le cas hier. Il y a bien sûr des spéculateurs à très court terme qui achètent et revendent parfois quelques minutes plus tard. Et puis, il y a ceux qui achètent en croyant que le marché a atteint son creux le plus profond, puisque les indices sont revenus à leur niveau de 1997.

Toutefois, personne n'ose affirmer que la désescalade est finie. La morosité persiste et elle s'est répandue à travers la planète. Outre la Bourse de Toronto qui a reculé de 169 points, on a remarqué des replis partout: 5,25 % à Paris, 5 % à Londres, 5,6 % à Francfort, 0,13 % à Tokyo, 4,47 % à Séoul, 2,08 % à Hong Kong et 0,76 % à Sydney en Australie.

MÉDECINS

SUITE DE LA PAGE 1

des «médecins dépanneurs»... — pour éviter la catastrophe et assurer une qualité de service malgré les congés des médecins et du personnel de soutien. Mais à Shawinigan et Jonquière, le problème perdure toujours... pour quelques heures du moins.

Car faute de solutions apportées aujourd'hui au ministre pour redonner à l'urgence sa raison d'être — comprendre: «être ouvert 24 heures sur 24, 365 jours sur 365», a expliqué M. Legault — le ministre mettra ses menaces à exécution en faisant adopter par l'Assemblée Nationale une loi spéciale qui forcerait les médecins à servir dans ces urgences.

«L'objectif de cette loi est simple, a-t-il précisé: Une liste des médecins sera dressée par les régies régionales de la santé. Ces médecins devront fournir des services à l'urgence des établissements que je pourrais désigner au besoin, et ce, dans des circonstances exceptionnelles. Les médecins dont le nom apparaît sur cette liste seront contraints de s'y présenter et des me-

sures administratives, civiles et pénales sévères seront prévues à la loi en cas de contravention.»

Cette loi, «d'application temporaire», assure M. Legault, est désormais incontournable, estime-t-il: «Car il est inacceptable aujourd'hui que l'on ne trouve pas de médecins au Québec pour fournir des services essentiels.» Elle fait suite également aux tentatives infructueuses menées dans les dernières semaines auprès des médecins résidents pour les inciter à remplacer les absents de Shawinigan et Jonquière. Une quinzaine ont été sollicités. Sans succès.

Menace prise au sérieux

La menace du ministre de la Santé est prise au sérieux par la Fédération des médecins résidents du Québec qui se dit «préoccupée par le geste et en même temps confiante de trouver une solution dans les 24 prochaines heures», a indiqué hier son président Stéphane P. Ahern. Un optimisme que ne semblait toutefois pas partager Jean Rodrigue,

porte-parole de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec: «Vingt-quatre heures, ce n'est pas assez pour trouver des solutions à une situation complexe comme celle-là, a-t-il expliqué au Devoir. À 14 heures, nous allons probablement arriver avec des pistes de solution, mais tous les fils ne seront pas attachés. Le ministre va devoir se montrer compréhensif.»

Tous l'espèrent d'ailleurs. Car, depuis le début de la crise (récurrente) le spectre de la loi spéciale fait, dans le milieu des médecins, l'unanimité... contre elle. «Ce n'est pas avec des mesures coercitives que nous allons régler le problème, explique M. Ahern. D'autant qu'une telle loi aurait un effet négatif sur la qualité des soins offerts en forçant des médecins qui n'ont pas l'habileté nécessaire à œuvrer contre leur gré dans les urgences.» Le tout, du reste, pour un traitement inefficace des symptômes: «une loi spéciale ne faisant pas pousser des médecins dans les arbres», ironise Yves Dupré, président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec.

PAIN

SUITE DE LA PAGE 1

que ce qu'il avait pu glaner dans quelques lectures de Molière, Flaubert et Balzac.

Heureusement, après la mort de son père, alors qu'il n'avait plus d'argent pour payer ses études à Princeton, l'université lui donne congé et lui paie un aller-retour pour Paris. Là-bas, on lui dénicher un emploi dans une usine d'emballage de vin à Yvry-sur-Seine.

«Aux États-Unis, on ne m'avait pas dit qu'il y avait des classes sociales. Je ne savais pas ce que c'était qu'un ouvrier.» Au début des années 60, il se retrouve donc avec les prêtres ouvriers et les militants communistes. Étrange destinée pour celui dont le père fut pourchassé par le FBI à cause de son adhésion au Parti communiste et qui fut membre fondateur de l'American Labour Party. Steven Kaplan ne parlait pas un mot de français. Qu'importe, il apprit l'argot en livrant dans tous les coins de Paris une affreuse piquette appelée Le Vin du Postillon.

L'année suivante, lorsqu'il s'inscrit à Yale pour faire sa maîtrise, il hésite entre une thèse sur le pain et une autre sur le vin. Mais, le pain l'emportera rapidement. Passionné par le XVIII^e siècle et les Lumières, Steven Kaplan découvre que la Révolution française n'a pas eu de symbole plus important que le pain. Le 14 juillet, le pain était brandi comme une marque de citoyenneté, dit-il.

«En France, le pain est devenu le symbole de l'accession à l'égalité, du droit à l'existence. Les sans-culottes se réunissaient autour des boulangeries. Dans les assemblées qui ont suivi la Terreur, on réclamait du pain et l'application de la constitution de 1793. Le pain transcende la gauche et la droite. Pour l'une il est le symbole de l'égalité. Pour l'autre le symbole de Dieu.»

La mort du pain

Très tôt, explique Kaplan, le pain revêtra une dimension hédoniste. Le «pain français» a vite été considéré comme le meilleur du monde. C'est ce dont témoignent les mémoires des premiers voyageurs européens. Steven Kaplan est convaincu que si Fedex avait alors existé, on en aurait envoyé par avion, comme on le fait aujourd'hui avec les miches que fabrique l'artisan Lionel Poilâne dans ses boulangeries des VI^e et XV^e arrondissements.

Ce pain de tradition est pourtant le résultat d'une lutte sans merci avec l'affreuse baguette blanche et sans goût qui s'est répandue en France dans les années 60 et 70. Ces années, pendant lesquelles la France a failli rompre définitivement avec sa tradition. Les années noires du pain.

«Pendant la guerre, le pain était répugnant, très foncé et fait avec pratiquement n'importe quoi. Il était d'ailleurs surnommé le «pain-caca». C'est pourquoi, à la libération, on ne vendra plus que du pain blanc.»

Le système de production est alors ébranlé, les moulins endommagés, les quantités de farine contingentes. Pendant plus d'un an, on fera même du «pain jaune» avec de la farine de maïs importée par erreur d'Amérique. Tout cela à cause d'une erreur de traduction (corn signifie «blé» en Angleterre et «maïs» en Amérique).

«Paradoxe du progrès, dès les années 60, la qualité du pain va pérorer. Dans l'ouest du pays, on découvre qu'en pétrissant plus longtemps et plus vite, on peut blanchir le pain par oxydation. Si en plus, on ajoute de la farine de fève, le processus de blanchiment augmente. En 1954, on modernise la boulangerie et on achète des pétrins à deux vitesses. On ajoute de la levure. Pour que le pain passe dans les machines de division et de façonnage, on supprime la première fermentation qui est la source de tous les arômes. On ajoute de la vitamine C pour que la pâte puisse subir ces agressions. Tout cela rendait le travail moins pénible, mais le pain immanquable.»

Plus le pain «gonflette» est blanc, moins il a de goût. C'est aussi l'époque où on liquide à tour de bras les campagnes, les langues et les cultures traditionnelles. Il faudra une dizaine d'années pour comprendre que ce pain était infect.

La prise de conscience sera accélérée par la chute de la consommation. À la fin du XIX^e siècle, chaque Français consommait en moyenne 650 g de pain. La consommation passe à 265 g en 1960 et à 150 g en 1986. Les boulangers sont 55 000 en 1955 et 35 000 en 1970. Apparaissent alors les boulangeries industrielles capables de fournir les grandes surfaces à très bon marché et les terminaux de cuisson qui font un pain médiocre, mais finalement pas tellement plus que celui de la plupart des artisans.

La renaissance

Heureusement pour Steven Kaplan, les années

80 seront celles de la renaissance. Les premiers à réagir à cette chute de la consommation sont les meuniers. Ils se rassemblent, créent une enseigne regroupant des boulangers et lancent un premier pain fait à partir d'une recette traditionnelle. C'est la Banette. Le succès fut immédiat et l'exemple imité depuis par tous: Rétrodor, Baguepi, Campillette, etc.

Un boulanger français sur trois appartient aujourd'hui à un de ces regroupements qui proposent un pain de fabrication traditionnelle. Le 13 septembre 1993, le premier ministre Edouard Balladur a d'ailleurs fait du pain «de tradition française» une appellation contrôlée.

«Ce fut le grand tournant, le retour massif du goût et des saveurs, dit Kaplan. Ces pains de tradition ont beau n'occuper que 12 % du marché, ils représentent l'avenir. C'est évidemment un pain plus difficile à faire et qui force le boulanger à travailler. Mais cette tendance va de pair avec le retour au terroir, à l'authenticité des mets. Elle est depuis peu dopée par la crainte de la vache folle et des OGM.»

Étrangement, cette renaissance ne fut pas vraiment le fait du petit artisan du coin. Mais le résultat de la grande entreprise. Sans le regroupement des producteurs de farine, rien ne se serait produit. Le mouvement s'étend maintenant aux grandes surfaces. La chaîne Carrefour n'a-t-elle pas engagé le grand boulanger Dominique Saïbron pour créer de vrais fournils dans ses 130 succursales? La chaîne Chez Paul offre aussi un pain de qualité dans de nombreuses villes de France.

La tendance pourrait même traverser l'océan, dit Steven Kaplan. De nombreux artisans français créent de vraies boulangeries aux États-Unis et au Canada. La rumeur a même couru que la chaîne américaine Weigmann embaucherait un Français pour faire la même chose que chez Carrefour.

Mais Steven Kaplan n'a pas de bons souvenirs du pain qu'il a mangé à Montréal.

«Je suis surpris que la religion n'ait pas accentué le rôle symbolique du pain chez vous. Il y avait probablement une forte séparation entre la charge liturgique du pain et son rôle social. La diversité alimentaire diminuait probablement aussi l'importance du pain.»

La prochaine fois qu'il nous rendra visite, je lui ai donc conseillé de manger plutôt des bagels.

LE DEVOIR

LE MONDE

Onze morts dans un raid israélien à Gaza: la mission aurait échoué

L'attaque risque de réduire à néant le fragile dialogue politique

SAKHER ABOU EL-OUN
AGENCE FRANCE-PRESSE

Gaza — Onze Palestiniens, dont plusieurs enfants, ont été tués hier soir dans un raid aérien israélien sur Gaza visant le chef de la branche armée du mouvement islamiste radical Hamas, qui semblait avoir survécu.

Cette attaque sanglante risquait de réduire à néant la dynamique amorcée par des gestes de bonne volonté effectués par l'Autorité palestinienne et Israël.

Un missile tiré par un avion de combat F-16 israélien a détruit ou endommagé cinq maisons de deux à trois étages dans un quartier populaire de Gaza abritant des dizaines de familles et un hangar, faisant, en plus des 11 morts, 140 blessés, dont 15 dans un état désespéré. L'armée israélienne a affirmé que le raid visait Salah Chéhadé, 50 ans, chef et fondateur de la branche armée du Hamas, les Brigades Ezzedine al-Qassam, et qu'il avait été « touché ». « D'après nos informations, il [Chéhadé] a été visé et touché, mais nous ne sommes pas certains qu'il ait été tué », a déclaré un porte-parole militaire.

Selon le Hamas, il a échappé à cette tentative d'assassinat, mais sa femme, une de ses filles, un autre membre des Brigades, et 5 à 6 enfants figurent parmi les tués.

Les victimes doivent être inhumées aujourd'hui lors de funérailles collectives à Gaza à l'appel du Hamas.

Les services hospitaliers avaient du mal à dénombrer les morts, dont plusieurs ont eu le corps déchiqueté.

Un responsable du mouvement, Ismail Haniyeh, avait d'abord donné Chéhadé pour mort et promis que « le Hamas vengera le sang de chacune de ces victimes. La bataille est lancée ». Mais le Hamas a ensuite affirmé qu'il était vivant et l'hôpital de Gaza a indiqué que Chéhadé ne figurait pas parmi les 11 décapités.

L'aviation israélienne avait commencé à survoler Gaza vers 19h, avant de mener le raid vers minuit.

Dans plusieurs localités de la bande de Gaza, des Palestiniens en colère ont manifesté, des affrontements armés avec des soldats israéliens éclatant même à à Rafah et à Khan Younés, faisant dix blessés palestiniens. La direction palestinienne a affirmé que ce raid était

« un coup dur aux efforts internationaux qui tentent d'obtenir un retrait israélien et un retour à la table des négociations ».

Le ministre de l'Information Yasser Abed Rabbo l'a qualifié de « crime de guerre », tandis que le principal conseiller du président Yasser Arafat, Nabil Abou Roudeina, a dénoncé ce « massacre » et affirmé que l'Autorité allait faire appel au Conseil de sécurité de l'ONU dans les 24 heures.

Le secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan a d'ailleurs déploré le raid, soulignant qu'« Israël a la responsabilité légale et morale de prendre toutes les mesures possibles afin d'éviter la perte de vies innocentes » et pressant l'Etat juif de « se conduire de façon parfaitement conforme au droit humanitaire international ».

Hier, l'Autorité palestinienne et Israël avaient pourtant échangé des gestes de détente.

Le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres a évoqué un retrait de secteurs autonomes à condition que l'Autorité palestinienne y prenne la responsabilité sur le plan sécuritaire. Selon le quotidien israélien Haaretz, le ministre palestinien de l'Intérieur Abdelrazek al-Yahya a présenté samedi à M. Peres un plan prévoyant un retrait israélien des zones autonomes, permettant aux services de sécurité palestiniens d'en retrouver le contrôle et de reprendre leur coopération avec Israël.

Le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, a lancé un cri d'alarme concernant la situation humanitaire de plus de trois millions de Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza. L'armée israélienne a réoccupé sept des huit grandes villes palestiniennes de Cisjordanie depuis le déclenchement de son opération « Voie fermée » le 19 juin en riposte à deux attentats palestiniens meurtriers.

A Jérusalem-est occupée et annexée, Israël est revenu sur son ordre de fermeture le 9 juillet des bureaux de l'Université Al-Qods, qui avait déclenché une vague de protestations internationales, et affirmé avoir reçu un engagement du directeur Sari Nousseibeh, responsable du dossier de Jérusalem pour l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) que l'institution n'aurait « pas de contact avec l'Autorité palestinienne ».

ULSTER

La mort d'un jeune catholique ravive les craintes

REUTERS

Belfast — Le secrétaire britannique à l'Irlande du Nord, John Reid, a estimé que la province risquait de replonger dans un cycle infernal d'assassinats et de représailles après la mort, hier à Belfast, d'un jeune catholique abattu par des protestants.

Gerard Lawlor, 19 ans, aurait été abattu tôt hier matin par un ou plusieurs tireurs circulant en voiture dans le quartier de Whitewell Road, dans le nord de Belfast, a rapporté la police. Il était père d'un enfant de 18 mois d'après les médias locaux.

Le meurtre a ensuite été revendiqué par les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF). Dans un communiqué, cette organisation clandestine loyaliste affirme que le meurtre de Lawlor est une réponse à des actes de violence d'éléments catholiques survenus dans la soirée de dimanche.

L'assassinat a été perpétré après une nuit de « désordres » dans cette partie de Belfast, selon la police, nuit durant laquelle deux autres personnes, l'une catholique et l'autre protestante, ont été blessées dans des fusillades.

John Reid a dit que les meurtriers « devaient être et seraient jugés ». Il a par ailleurs demandé aux dirigeants des deux camps et aux chefs paramilitaires de tout mettre en œuvre pour faire cesser les effusions de sang alors que le processus de paix en Ulster est fragilisé par la crise politique entre catholiques et protestants modérés.

« Une fois de plus, la violence du nord de Belfast a fait revenir cette partie de la ville aux jours les plus sombres des assassinats aveugles », a déclaré Reid à Belfast.

Heurts entre communautés toujours fréquents

Si la violence ne cesse pas, la population nord-irlandaise « remettra les clés de son avenir [...] à des terroristes, rendus fous par l'intolérance et la haine, et qui ne laisseront pas la paix s'installer », a prévenu Reid.

A Dublin, le ministre irlandais des Affaires étrangères Brian Cowen a estimé que les meurtriers « ne représentent que la minorité la plus insignifiante et la plus intransigeante ».

« Le meurtre écœurant la nuit dernière [...] d'un jeune innocent abattu dans une attaque lâche nous rappelle de manière brutale jusqu'où la haine sauvage et sectaire peut conduire », souligne-t-il dans un communiqué.

La mère de Gerard Lawlor a demandé qu'il n'y ait pas de représailles, selon les médias nord-irlandais.

Quatre ans après les accords du Vendredi saint visant à mettre fin aux violences entre catholiques et protestants en Irlande du Nord, les heurts entre communautés restent fréquents.

Le gouvernement britannique, par la voix de son premier ministre Tony Blair ou celle de Reid, doit faire le point demain devant le parlement sur la situation en Irlande du Nord.

Accord de paix entre le Rwanda et la République démocratique du Congo

Un pas important pour l'Afrique centrale

AGENCE FRANCE-PRESSE

Pretoria — Le vice-président sud-africain Jacob Zuma a annoncé hier à Pretoria un accord de paix entre le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC) prévoyant une sécurisation de leur frontière commune en contrepartie d'un retrait de troupes rwandaises de l'ex-Zaïre.

M. Zuma a annoncé l'accord à la presse au terme de cinq jours de négociations à huis clos à Pretoria, entre représentants de ces deux pays, principaux protagonistes du conflit qui déchire la RDC et déstabilise l'Afrique centrale depuis 1998.

Aux termes de l'accord, selon le vice-président Zuma, les représentants de Kinshasa ont accepté « le regroupement et le désarmement des miliciens extrémistes hutus rwandais Interahamwe et des ex-FAR (soldats hutus de l'ancienne armée rwandaise) responsables du génocide de 1994. En contrepartie, le Rwanda retirera ses troupes de RDC », a ajouté M. Zuma.

Le Rwanda, qui soutient militairement depuis août 1998 un mouvement rebelle en RDC, le Rassem-

blement congolais pour la démocratie (RCD), justifie sa présence en territoire congolais par la menace que ferait peser sur sa sécurité les extrémistes hutus et ex-FAR.

L'accord de Pretoria reste à raturer par les présidents de RDC, Joseph Kabila, et du Rwanda, Paul Kagame. Cependant, le vice-président sud-africain, qui faisait office de médiateur pendant les cinq jours d'entretiens a estimé qu'il n'y avait « aucune raison de douter que les présidents acceptent l'accord ».

Ni les modalités pratiques d'application de l'accord, ni un échéancier n'ont été annoncés par M. Zuma ou par les délégations congolaise et rwandaise.

Des sources proches des deux délégations ont indiqué que le contenu de l'accord devrait être soumis aux chefs d'Etat avant d'être rendu public.

Le vice-président Zuma était entouré à la conférence de presse des chefs des deux délégations présentes à Pretoria, le ministre congolais à la présidence Augustin Mwanke Katumba, et son homologue chargé du dossier RDC à la présidence rwandaise, Patrick Mazimhaka.

« Nous n'avons aucun doute que si nous pouvons appliquer avec diligence ce large accord, nous pourrions mettre un terme au plus tôt à ce conflit qui a embrasé nos pays depuis plusieurs années », a déclaré M. Mazimhaka.

« Je pense que c'est le commencement de la fin de la guerre en RDC », a déclaré à l'AFP l'ambassadeur congolais en Afrique du Sud, Bene MPoko.

L'accord annoncé par M. Zuma intervient sur fond de regain d'activité en vue de la recherche d'un règlement d'ensemble en RDC. Cet accord s'attaque cette fois directement à l'une des principales causes du conflit, la sécurité dans l'Est de la RDC et la présence rwandaise dans ce pays.

Des ministres congolais et rwandais s'étaient entretenus pendant plusieurs jours à Durban, à la veille du premier sommet de l'Union africaine (UA). Les présidents Kagame et Kabila s'étaient eux-mêmes rencontrés le 9 juillet à Durban en présence de Thabo Mbeki et du Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.

Les négociations de Pretoria étaient présentées comme la

continuation de ces contacts, tandis qu'au même moment l'envoyé spécial de l'ONU, Moustapha Niasse, bouclait à Kinshasa une série de contacts informels dans des capitales d'Afrique centrale en exprimant son optimisme.

« Nous sommes dans un schéma de sortie de crise. L'ensemble des parties, qu'elles soient ou non signataires de l'accord de Sun City [élabore en avril dernier en Afrique du Sud], sont prêtes à parvenir à un accord global », avait déclaré M. Niasse à Kinshasa, avant de gagner Pretoria samedi, où il s'est joint depuis aux négociations.

« Nous avons pu en arriver au point où nous sommes parce qu'il y a une claire volonté des deux camps pour réussir et faire advenir un règlement final », a déclaré Zuma vendredi.

Le dialogue intercongolais de Sun City, au terme de deux mois, n'avait abouti fin avril qu'à un accord partiel de partage du pouvoir entre le gouvernement de Kinshasa et un mouvement de rébellion soutenu par l'Ouganda, le Mouvement de libération du Congo (MLC). Un accord depuis resté lettre morte.

Violences à Manille



LEX DE LA ROSA REUTERS

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS protestant hier devant le parlement de Manille contre la présidente philippine Gloria Arroyo ont été chargés par la police, faisant des dizaines de blessés, selon des témoins. La manifestation avait été organisée à l'occasion du discours annuel de la présidente sur l'état de la nation. La police anti-émeutes, armée de matraques et de bâtons, a chargé après que la foule eut brûlé une effigie du chef de l'Etat, repoussé des barrières d'acier et tenté de marcher sur la Chambre des représentants. Lors de son discours, peu après les affrontements, Mme Arroyo a déclaré que les Philippines allaient « renforcer leurs relations stratégiques avec les Etats-Unis par la poursuite de manœuvres d'entraînement ». Un millier de soldats américains quittent l'archipel à la fin du mois après avoir servi de conseillers pendant six mois dans la lutte contre les preneurs d'otages du groupe islamiste Abu Sayyaf dans le Sud. La présidente a pressé le Congrès de voter une loi contre le terrorisme et a également promis un durcissement de la lutte contre la criminalité et la corruption, les principaux sujets de préoccupation des investisseurs et des Philippines.

EN BREF

Reprise du dialogue entre l'Espagne et le Maroc

Rabat (AFP) — Les chefs de la diplomatie marocaine et espagnole ont confirmé hier à Rabat leur accord sur l'îlot Leïla/Perceijl et engagé un dialogue qui reste difficile entre leurs deux pays après la crise aiguë qu'ils viennent de traverser. Mohamed Benaïssa, ministre marocain des Affaires étrangères, et son homologue espagnole Ana Palacio, ont confirmé l'accord conclu à Washington sur l'îlot Leïla/Perceijl « tel qu'il a été interprété par le Secrétaire d'Etat américain Colin Powell ». Ils ont convenus de maintenir la situation de l'îlot contesté dans la situation antérieure à juillet 2002, c'est-à-dire avant le déploiement de soldats marocains suivi, six jours plus tard, d'un raid espagnol qui les a délogés. Les deux ministres ont repris les termes employés par M. Powell en annonçant, le 20 juillet, la conclusion de l'accord qui a permis le retrait des forces espagnoles installées sur l'îlot. Mais la question essentielle du statut de l'îlot contesté n'a pas été réglée. Le communiqué publié précise en effet que « l'attitude des deux parties », à propos de l'accord annoncé à Washington, « ne préjuge pas de leur position quant au statut de l'îlot Perceijl/Leïla ».

Pays-Bas : investiture du gouvernement de centre-droit

La Haye (AFP) — La Reine des Pays-Bas a investi officiellement hier le nouveau gouvernement de coalition du premier ministre démocrate-chrétien Jan Peter Balkenende, qui inclut quatre ministres du parti de la droite populiste du leader assassiné Pim Fortuyn. Les Pays-Bas deviennent ainsi le cinquième pays de l'Union européenne dirigé par une coalition intégrant un parti populiste de droite, après l'Italie, l'Autriche, le Danemark et le Portugal. Le nouveau gouvernement ne compte qu'une seule femme ministre, la démocrate-chrétienne Maria van der Hoeven à l'Éducation, et treize hommes, dont le premier ministre. Pour la première fois aux Pays-Bas, une personne d'origine étrangère fera son entrée au gouvernement. Philomena Bijlhout, née au Surinam il y a 44 ans, est la nouvelle secrétaire d'Etat à l'Emancipation et à la Famille. Le gouvernement innovera par la création d'un ministère de l'Immigration, de l'Asile et de l'Intégration qu'occupera pour la LPF Hillbrand Nawijn, un ancien directeur des services de l'Immigration et des naturalisations (IND), partisan d'une politique restrictive en la matière. La politique que le gouvernement Balkenende doit mettre en place, prévoit un durcissement de la politique d'immigra-

tion, une réforme du système des soins de santé et de l'enseignement et un renforcement de la sécurité.

Ismail Cem élu à la tête du Parti de la nouvelle Turquie

Ankara (Reuters) — L'ancien ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem a été élu hier à la tête du Parti de la nouvelle Turquie, formation de centre-gauche qui se présentera aux élections législatives anticipées avec un programme réformiste. Cem a créé ce nouveau parti avec des dizaines d'autres députés qui ont quitté au début du mois les rangs du Parti de la gauche démocratique (DSP) du premier ministre Bulent Ecevit. La coalition gouvernementale est divisée sur les réformes demandées par Bruxelles pour obtenir l'adhésion à l'Union européenne et doit faire face à une grave crise économique. Le nouveau parti compte 61 député. Le nouveau parti compte 61 député. Outre Cem, qui est crédité d'avoir amélioré les liens avec Bruxelles et le vieux rival grec, il comprend dans ses rangs l'ancien conseiller d'Ecevit Husamettin Ozkan et le ministre de l'Économie Kemal Dervis, architecte du pacte conclu avec le FMI pour relancer l'économie. « La Nouvelle Turquie, ce n'est pas seulement un nom, c'est une aspiration, un but et pour tout le monde, un idéal », a déclaré Ismetihan Talay, secrétaire général de la nouvelle formation.

Nations unies

Sergio Vieira de Mello succède à Mary Robinson

AGENCE FRANCE-PRESSE

New York, Nations unies — Le Brésilien Sergio Vieira de Mello, 54 ans, a été choisi par le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, pour remplacer en septembre l'Irlandaise Mary Robinson au poste de Haut Commissaire aux droits de l'Homme, a annoncé hier l'ONU.

M. de Mello, a précisé le porte-parole des Nations unies Fred Eckhard, doit succéder à la tête du Haut Commissariat basé à Genève à Mme Robinson, qui n'avait pas souhaité le renouvellement de son mandat, à compter du 12 septembre.

L'Assemblée générale des Nations unies doit confirmer aujourd'hui par un vote — qui est considéré comme une formalité — le choix de Kofi Annan.

Mme Robinson avait manifesté le souhait de revenir sur sa première décision de se retirer, selon des sources diplomatiques, mais les Etats-Unis, selon les mêmes sources, n'étaient pas favorables à ce qu'elle reste à son poste.

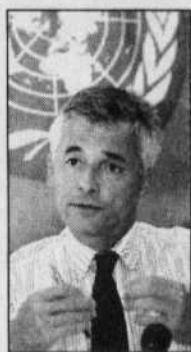
Elle a pris des positions souvent marquées, notamment sur le conflit du Proche-Orient. Les autorités israéliennes ne lui avaient ainsi pas permis de se rendre en Israël pour enquêter sur la destruction, en avril, par l'armée israélienne du camp de réfugiés palestiniens de Jénine (Cisjordanie).

C'est également alors que Mme Robinson était Haut Commissaire que les Etats-Unis ont perdu, à la suite d'un vote de l'Assemblée générale, leur siège — retrouvé un an plus tard — à la Commission des droits de l'homme.

Né le 15 mars 1948 à Rio de Janeiro, M. de Mello a été élevé dans cette ville et à Paris.

Vétéran des Nations unies, il a fait l'essentiel de sa carrière au Haut Commissariat pour les réfugiés, où il est entré en 1969.

Il était, dans son poste précédent, le représentant du secrétaire général au Timor oriental, pays qu'il a conduit sur la voie de l'indépendance totale après le retrait des troupes indonésiennes.

REUTERS
Le Brésilien Sergio Vieira de Mello

LE DEVOIR

LES SPORTS

HORS-JEU



Jean Dion

L'interrupteur du génie

Ce n'est pas parce que l'été nous fait la risette que la caboché doit cesser de tourner. Si vous m'autorisez à piquer un de ses légendaires axiomes à David Letterman, mon modèle absolu en ce qu'il est payé 31 millions \$US annuellement pour dire et faire des niaiseries, je dirai qu'*«il n'y a pas de position "fermé" sur l'interrupteur du génie»*. S'il arrive au corps de prendre des vacances, l'âme raisonnable, elle, ne chôme jamais; pour s'en convaincre, il n'y a qu'à prendre acte de ce que 110 % roule douze mois par année.

Aussi fais-je dans la haute voltige intellectuelle jusques et y compris au cœur de juillet. Je recense les questions fondamentales qui se posent à la conscience de l'humanité et n'ai de cesse avant d'y trouver réponse. Je saute sur toutes les occasions de m'activer le céphalorachidien. Tenez, pas plus tard qu'hier après-midi, les organisateurs des Championnats du monde de scrabble de Montréal m'avaient fait l'honneur de m'inviter à un «match des personnalités» dans la grande place du Complexe Desjardins. Personnalité, tu parles, enfin ça se discute, mais indigne joie tout de même. Le scrabble duplicate est une invention délicieuse que je n'hésite pas à comparer à celle du pain tranché, surtout depuis que *toasté, e* est accepté (au contraire, bizarrement, de *steamed, e*, le féminin s'employant par exemple pour une *guédille*, aussi refusé, tout comme d'ailleurs *orde*, sans «r», qui qualifie la binarité dans la célèbre expression du terroir *un orde de toasts*).

Je me promettais donc de te me nous vous carrier un *zugzwang* en nonuple dont les passionnés de la tulle causeraient encore dans un siècle avec des tremolos en travers des mandibules. J'avais entrepris d'apprendre *L'Officiel du scrabble* par cœur, m'ébaudissant dès la première page, que dis-je dès le premier mot, de constater qu'*aa* désigne une coulée de lave volcanique à Hawaï. Et m'étais retrouvé tant ébaubi par la chose que l'étude s'était arrêtée là.

Alors, pour me faire une idée de la richesse de la langue française tout en demeurant à la fine pointe des développements dans le merveilleux monde du sport™, je m'étais envoyé cet article de *L'Équipe* racontant le dénouement tout en suspense de l'Omnium britannique de golf (en français de France, on dit *British Open*):

Après que le Français Thomas Levett et le Sud-Africain Ernie Els eurent ramené «un score dans le par» au premier trou supplémentaire, «les deux hommes repartaient alors disputer le trou n° 18, de nouveau pour un play-off mais en mort soudaine cette fois: le premier des deux joueurs qui faisait un score inférieur à celui de son adversaire remportait la Claret Jug. Ernie Els jouait le premier et plaçait son fer au milieu du fairway tandis que Thomas Levett sortait une nouvelle fois le driver. Ayant atteint le rough à droite avec ce club lors du premier barrage, le Français compensait trop à gauche et attrapait un bunker de parcours. Le Sud-Africain ne profitait pas de son avantage et plaçait sa balle dans le bunker à gauche du green».

Voyez plutôt comme le cocheur de sable, l'oiselet et le terre de départ peuvent aller se rhabiller.

Enfin, ça s'est très bien passé merci, le match, surtout que je n'ai pas manqué, au neuvième coup, le mot le plus payant, j'ai nommé *sexé* pour... 68 points. Je m'en trouvais *joice* (10^e coup, 49 points), d'autant plus que j'avais en guise d'accompagnateur l'homonyme Jean D., aigle, cinquième joueur au Québec et dictionnaire ambulante dont il aurait été possible de tirer une énumération de tous les vocables de quinze lettres ou moins de la Terre sans même qu'il se *dopât* (5^e coup, 32 points), qui était en outre au fait de l'existence du *rubican* (15^e et dernier coup, 76 points, [cheval] à robe semée de poils blancs, comme celui de Napoléon mais pas tout à fait si je comprends bien et rien n'est moins sûr) et que je tiens à saluer publiquement: sa science est de nature à m'hébété (8^e coup, 48 points) et à m'inciter à reprendre l'étude de *L'Officiel*, où je suis désormais rendu à *abaca*, le sympathique bananier des Philippines qui ronronne quand on le flatte sous le menton.

Vous trouvez que je parle en langues? Vous devriez voir les pros là-bas. Ils se remémorent pratiquement tous les coups depuis la demi-finale du championnat d'Aix-les-Bains en 1977. (Mais non, c'est une petite blague, comme le bananier d'ailleurs, qui ne ronronne en réalité que lorsqu'on lui gratte le derrière de la tête.) Et puis, ils ont leur langage codé: G 8, pour eux, ce n'est pas un sommet de croiseurs — terme du reste invalide —, mais la case juste au-dessus de l'étoile.

Et il y en a des fortiches. Prenez Hugo Delafontaine: à 13 ans, il est champion de Suisse toutes catégories. Ou prenez le Français Antonin Michel: après deux matchs en blitz, il présente un parcours parfait. Toujours le meilleur mot, tout le temps. Et un blitz, messieurs dames, cela signifie une minute de réflexion par coup. Vous placez vos lettres sur le petit truc qui ressemble à un banc d'église, vous vous grattez la tête, sans toutefois ronronner *a contrario* de l'abaca parce que vous êtes trop stressé par le temps qui s'égrène à gros grains, vous vous dites tiens, avec «D» et «E» on peut faire *de*, et paf, voilà que déjà sonne le glas de vos ambitions et que vous devez rendre votre petit papier. Lui, deux parties sans le moindre minuscule point abandonné.

Si donc il fait trop chaud pour aller faire votre jogging (joker nécessaire puisqu'il n'y a que deux «G» au scrabble) et que vous aussi prénez l'esprit en perpétuelle ébullition, vous pouvez d'ailleurs suivre les matchs en temps réel ou les rejouer en visitant le site de la Fédération québécoise, www.fqcsf.qc.ca.

Et en attendant que l'on revienne sur les questions fondamentales susmentionnées, comme par exemple qu'est-ce que le service postal américain fait à commander une équipe au Tour de France, ou comment diable il se fait qu'il y ait encore des revendeurs de billets aux matchs de nos Expos, je vous laisse avec la petite colle que m'a soumise hier Germain Boulianne, champion du Québec et ordonnateur du désordre: quelle anagramme peut-on faire avec *Le Devoir*?

Réponse jeudi.
jdion@ledevoir.com

BASEBALL

Aucune date de grève n'a été arrêtée

On étudie toujours plusieurs scénarios

ASSOCIATED PRESS

New York — Les joueurs du baseball majeur discutent encore de la possibilité de faire la grève, mais aucune date n'a encore été arrêtée et on ne s'attend pas à ce qu'ils le fassent avant le début du mois d'août.

Dans une note de service envoyée aux joueurs hier, Donald Fehr, le directeur exécutif du syndicat, a affirmé qu'aucune décision en ce sens n'avait été rendue, contrairement à ce qui avait été rapporté. Un officiel du syndicat, qui a préféré demeurer anonyme, a déclaré que le bureau exécutif ne voulait pas choisir une date avant le début du mois prochain.

Le quotidien *The Los Angeles Times* a rapporté, dans son édition d'hier, que les joueurs avaient en principe choisi la date du 16 septembre.

Ce serait là une date qui ne laisserait qu'une semaine ou deux aux parties

pour s'entendre avant le début de la Série mondiale.

«Le bureau exécutif n'a encore considéré aucune date. Et il ne le fera pas avant un moment», a déclaré Fehr à Cincinnati, où il a rencontré des joueurs à l'occasion de sa tournée auprès des 30 clubs du baseball majeur.

«Nous espérons que nous n'aurons pas à le faire. Nous espérons en venir à une entente.»

Le syndicat, qui désire renouveler la convention collective qui est échue depuis le 7 novembre, étudie la possibilité de faire la grève parce qu'on craint qu'une fois la saison complétée, les propriétaires modifieraient l'entente unilatéralement.

«Tout le monde semble avoir hâte qu'une date de grève soit arrêtée, mais nous ne l'avons pas encore fait», a déclaré le lanceur des Braves d'Atlanta Tom Glavine, qui est aussi le représentant des joueurs de la Ligue nationale.

«On peut dire sans se tromper que nous

nous préparons en fonction d'un tel scénario, a toutefois dit Charles Johnson, le représentant des joueurs des Marlins de la Floride. C'est tout ce que nous pouvons faire pour l'instant. Il y a des choses qui doivent être réglées, il y a des ententes qui doivent être conclues. Le baseball ne peut pas fonctionner si ça ne se fait pas. Il faut qu'il y ait une entente pour s'assurer que le baseball fonctionne bien. J'espère que tout le monde comprend ça. Nous ne pouvons jouer, jouer et jouer sans qu'il y ait une entente en bonne et due forme.»

Gary Matthews fils, des Orioles de Baltimore, a déclaré que les joueurs n'avaient pas encore décidé s'il valait mieux choisir une date hâtive ou tardive.

«Il faudrait s'asseoir, que les équipes et les membres du syndicat en parlent, a-t-il dit. Je ne peux dire ce que je vais faire. Ce n'est pas une question de ce que je veux ou je ne veux pas. C'est une question de déterminer ce qui est mieux pour nous.»

Le retour d'«Herminator»



DENIS BALIBOUSE REUTERS

HERMANN MAIER, qui a repris vendredi l'entraînement avec l'équipe autrichienne de ski alpin, a affirmé hier que «tout s'est déroulé parfaitement» et qu'il ferait «un come-back, aucun doute là-dessus», lors d'une conférence de presse à Zermatt, au sud-ouest de la Suisse. Les résultats «ont dépassé de loin» toutes ses attentes, a déclaré le double champion olympique de ski alpin, après ces quatre jours d'entraînement à Zermatt. Hermann Maier, 41 victoires en Coupe du monde, avait été victime d'une fracture ouverte à la jambe droite lors d'un grave accident de moto en août 2001. «Herminator», 29 ans, s'était remis assez rapidement, remontant sur des skis dès décembre, mais n'était pas assez en forme pour prendre part aux Jeux olympiques d'hiver de Salt Lake City en février.

Expos 2, Mets 5

La victoire grâce à une recrue très verte

MICHEL LAJEUNESSE
PRESSE CANADIENNE

New York — Ce n'est qu'à New York que ces choses-là arrivent. Le jeune Marco Scutaro, rappelé de la filiale de Norfolk il y a trois jours à peine et qui avait fait ses débuts dans les ligues majeures la veille, a procuré une victoire importante de 5-2 aux Mets de New York contre les Expos, hier, en réussissant son premier coup sûr dans les grandes ligues.

Et il l'a fait en grand. Frappant à la place du gagnant David Weathers (4-3) en fin de septième, il a claqué un triple le long de la ligne du troisième et a poussé deux coureurs au marbre pour briser une égalité de 2-2 et infliger la défaite au jeune Japonais Tomo Ohka (8-5). Téméraire, il a ensuite tenté, mais en vain, de voler le marbre. Mais il avait déjà fait sa part.

Jay Payton et Mo Vaughn ont bouclé le circuit pour les Mets, qui ont pris une avance de deux matchs sur les Expos au deuxième rang du classement de la section est.

Les Expos avaient pourtant montré des signes encourageants en marquant finalement après une disette de 27 manches quand Michael Barrett avait claqué un cir-

cuit de deux points en cinquième.

Payton a permis aux locaux de prendre une avance de 2-0. Il a d'abord claqué son huitième circuit pour entreprendre la deuxième manche et son ballon-sacrifice au centre a permis au surprenant Vaughn de marquer en quatrième reprise. Vaughn a d'abord obtenu un double dans la gauche et a ensuite surpris tout le monde avec sa rapidité.

Il a défié le bras de Vladimir Guerrero quand Edgardo Alfonzo a frappé un ballon dans la droite et a gagné son pari quand il a atteint le troisième coussin.

Il a ensuite marqué quand Payton a frappé un ballon au centre. Il y a eu mésentente entre Brad Wilkerson et Cliff Floyd. Ils ont même failli entrer en collision. Wilkerson a hésité une fraction de seconde avant de relayer au marbre et c'est tout ce dont le vélocé Vaughn avait besoin pour marquer.

Les Expos ont enfin marqué en cinquième quand, après un simple d'Orlando Cabrera, Barrett a frappé son neuvième circuit, son premier depuis le 9 juillet.

Il a ainsi mis fin à la plus longue série d'insuccès des Expos, soit depuis juillet 191 quand ils avaient été blanchis pendant 29 manches.

Tour de France

Pour Armstrong, ça ne fait que commencer

Compte tenu des difficultés à venir, rien n'est définitif, croit l'Américain

GILLES LE ROC'H
REUTERS

Vaison La Romaine, Drôme — Lance Armstrong l'a dit et redit avant et depuis le départ du Tour de France: la victoire finale se jouera dans la dernière semaine de course.

Cette dernière semaine commence aujourd'hui avec la 15^e journée de course et la première étape alpestre entre Vaison-la-Romaine et les Deux Alpes.

L'Américain s'y prépare dans la sérénité après son triomphe dans les Pyrénées et la démonstration de force qui lui a permis de doubler son avance sur l'Espagnol Joseba Beloki, deuxième, désormais distancé de quatre minutes.

Compte tenu des difficultés à venir, rien n'est certes définitif.

Aujourd'hui, la 15^e étape sera la plus longue du Tour 2002 avec ses 226,5 km et s'achèvera avec une arrivée au sommet de la station de ski des Deux Alpes.

Demain et jeudi, 130 kilomètres d'escalade attendent les coureurs. Ils devront affronter trois cols hors catégorie — Galibier, Madeleine, La Plagne — durant la 16^e étape et trois cols de première catégorie — Cornet de Roselend, Aravis et Colombière — durant la 17^e.

Mais si rien n'est définitif, les adversaires de l'Américain en sont pratiquement réduits à espérer qu'il connaisse un jour une défaillance comme celle qu'il avait subie sur les pentes de Joux-Plâne à la fin du Tour 2000, ou sur celles du Ventoux, la même année, dans critérium du Dauphiné Libéré.

Armstrong évoque lui-même cette possibilité quand il affirme qu'il reste beaucoup à faire, que la malchance peut surgir à tout moment sous forme d'une chute, d'un ennui de santé ou de problèmes mécaniques.

Il ne cite le nom d'aucun de ses adversaires comme si leur défaite était déjà consommée.

Beloki traumatisé

En assurant qu'il voulait préserver sa deuxième place, Joseba Beloki a implicitement reconnu qu'il avait subi un rude traumatisme moral dimanche à Mi-Ventoux.

Lui le suiveur, le nouveau Joop Zoetemelk, il a attaqué pour la première fois depuis le départ du Tour. Il a obéi à l'ordre de son patron, Manolo Saiz. Il a forcé sa nature mais a connu l'une des plus grandes déceptions de sa carrière lorsque le contre d'Armstrong l'a laissé sur place.

Avant, Beloki pouvait avoir des doutes. Aujourd'hui, il sait qu'Armstrong est le plus fort.

Les étapes alpestres devraient cependant aider le Basque à franchir une nouvelle marche sur le podium des Champs-Élysées après deux troisième places consécutives.

«Aux quatre minutes qu'il a déjà concédées, il faudra au minimum ajouter une minute trente dans le dernier contre-la-montre de Régnié-Durette mais Joseba doit pouvoir conserver sa deuxième place», dit Manolo Saiz.

Le suspense concerne plutôt la troisième place que briguent encore trois coureurs, le Lituanien Raimondas Rumšas et les Espagnols Igor Gonzalez de Galdeano et Francisco Mancebo.

Quatre minutes les séparent au classement général. L'avantage revient pour l'instant à Rumšas, très bon rouleur et tout aussi bon grimpeur comme il l'a démontré dans les Pyrénées sur les pentes du Ventoux.

Dans cette bataille de deuxième rang, il serait cependant étonnant que l'un l'autre des quatre parviennent à arracher un «bon de sortie» à l'équipe d'Armstrong qui a démontré toute sa puissance et sa solidarité depuis longtemps déjà.

Comme tous les jours, l'US Postal laissera en revanche se développer des échappées de coureurs retardés au classement général.

Désormais 36^e au classement général à 29 minutes d'Armstrong, le Français Laurent Jalabert sera de ceux-là et son panache le poussera sans doute à tenter d'arracher enfin une victoire d'étape.

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Section Est				
	G	P	Moy.	Diff.
Atlanta	64	36	.640	—
New York	51	48	.515	12 1/2
Floride	49	50	.495	14 1/2
Montréal	49	50	.495	14 1/2
Philadelphie	44	54	.449	19

Section Centrale				
	G	P	Moy.	Diff.
St. Louis	53	42	.558	—
Cincinnati	51	48	.515	4
Houston	48	50	.490	6 1/2
Pittsburgh	47	52	.475	8
Chicago	43	54	.443	11
Milwaukee	34	66	.340	21 1/2

Section Ouest				
	G	P	Moy.	Diff.
Arizona	57	41	.582	—
San Francisco	56	42	.571	1
Los Angeles	56	43	.566	1 1/2
Colorado	48	51	.485	9 1/2
San Diego	41	57	.418	16

Hier

Philadelphie 6	Chicago	Cubs 7
Atlanta 1	Floride	2
Montréal 2	N.Y. Mets	5
Pittsburgh 6	Cincinnati	5
Milwaukee 1	Houston	3
Colorado en	Arizona	
Los Angeles à	San Diego	
St. Louis à	San Francisco	

Aujourd'hui

Philadelphie à	Chicago	Cubs, 14h20
Atlanta en	Floride,	19h05
Montréal à	N.Y. Mets,	19h10
Pittsburgh à	Cincinnati,	19h10
Milwaukee à	Houston,	20h05
Colorado en	Arizona,	22h05
Los Angeles à	San Diego,	22h05
St. Louis à	San Francisco,	22h15

LIGUE AMÉRICAINNE

Section Est				
	G	P	Moy.	Diff.
New York	62	36	.633	—
Boston	57	39	.594	4
Baltimore	47	50	.485	14 1/2
Toronto	43	55	.439	19
Tampa Bay	30	66	.313	31

Section Centrale				
	G	P	Moy.	Diff.
Minnesota	59	41	.590	—
Chicago	46	54	.460	13
Cleveland	43	55	.439	15
Kansas City	43	55	.439	15
Detroit	35	62	.361	22 1/2

Section Ouest				
	G	P	Moy.	Diff.
Seattle	60	39	.606	—
Anaheim	58	39	.598	1
Oakland	58	41	.586	2
Texas	41	57	.418	18 1/2

Hier

Toronto 6	Baltimore	3
Minnesota à	Chicago	White Sox

Aujourd'hui

Kansas City à	Detroit,	19h05
N.Y. Yankees à	Cleveland,	19h05
Tampa Bay à	Boston,	19h05
Toronto à	Baltimore,	19h05
Minnesota à	Chicago	White Sox, 20h05
Oakland à	Anaheim,	22h05
Texas à	Seattle,	22h05

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

Section Est							
	G	P	N	DP	PP	PC	PTS
Montréal	4	0	0	0	118	72	8
Hamilton	2	2	0	0	97	121	4
Ottawa	1	3	0	1	83	149	3
Toronto	1	3	0	0	74	120	2

Section Ouest							
	G	P	N	DP	PP	PC	PTS
Winnipeg	3	1	0	0	142	62	6
Saskatchewan	3	1	0	0	127	85	6
Edmonton	3	1	0	0	109	107	6
C.-B.	1	3	0	0	108	105	2
Calgary	0	4	0	1	93	130	1

Aujourd'hui

Winnipeg à	Toronto,	19h30
------------	----------	-------

Jeudi

Hamilton à	Ottawa,	19h30
Saskatchewan à	Calgary,	21h30

Vendredi

C.-B. à	Edmonton,	21h00
---------	-----------	-------

Samedi

Winnipeg à	Montréal,	19h30
------------	-----------	-------

EN BREF

BAR confirme l'embauche de Jensen Button

Londres (PC) — Le pilote britannique Jensen Button a signé un contrat de quatre ans avec l'écurie BAR-Honda dont il pilotera une monoplace la saison prochaine. «Jensen a un talent extraordinaire qui doit maintenant bénéficier de l'environnement idéal pour s'épanouir», a souligné David Richards, le patron de l'écurie anglo-japonaise. Button, âgé de 22 ans, était libre de tout contrat avec Renault pour la saison prochaine depuis que le constructeur français a décidé, samedi, à Magny-Cours, à la veille du Grand Prix de France, d'embaucher le jeune Espagnol Fernando Alonso comme second volant au côté de l'Italien Jarno Trulli. Button a signé un contrat de deux ans ferme, avec une option pour deux ans supplémentaires. Richards n'a pas indiqué si son arrivée provoquerait le départ du Français Olivier Panis ou de Jacques Villeneuve. «Je suis ravi de rejoindre l'équipe BAR-Honda, a ajouté Button. J'avais le choix, mais j'ai choisi la meilleure solution pour mon avenir. BAR me permettra de progresser et, j'espère, d'aller au bout de mon ambition de devenir champion du monde. J'ai été très impressionné par la force du partenariat avec Honda.» Button, qui fait une très bonne saison chez Renault, a terminé sixième du Grand Prix de France, dimanche, et occupe la septième place du championnat du monde, avec 11 points.